VVV.

Conseil d'... - Raad van ...
LEGISLAT... - WE...
3 - V 1951
Traduction à faire
Overgemaakt aan de H.
Coordination (2)

L.2772/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 mars 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'état et la position des aumôniers de réserve", a donné en sa séance du 31 mars 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e Maart 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter regeling van de staat en de stand van de reserveaalmoezeniers", heeft ter zitting van 31 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

En rédigeant le projet sans l'insérer dans la réglementation existante relative au service de l'aumônerie de l'armée, le Gouvernement entend régler de façon complète et indépendante le statut des aumôniers des cadres de réserve. Pour qu'il en soit ainsi, le projet devrait être complété par certaines dispositions du règlement sur le service de l'aumônerie de l'armée.

Ces diverses dispositions sont reprises dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

\+

\+ +

L'article 4 du projet dispose que les aumôniers de réserve de 2ème classe qui ont été maintenus en activité, suivent les règles d'avancement des aumôniers des cadres actifs.

Il résulte des explications reçues qu'il s'agit d'aumôniers des cadres de réserve maintenus en juin 1949 en service nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix; ils forment actuellement le cadre temporaire du service de l'aumônerie. Pour régulariser leur situation, le Conseil d'Etat estime que le projet doit sortir ses effets le 15 juin 1949.

Cette disposition ayant un caractère temporaire, doit trouver sa place à la fin du texte.

\+

\+ +

.../...

L'article 6 du projet qui prévoit les mesures disciplinaires pouvant être prises à l'égard des aumôniers des cadres de réserve, omet de désigner l'autorité compétente pour donner l'avertissement ou pour infliger le blâme.

Dans le silence des textes, le Ministre chargé de l'exécution du projet devra désigner ces autorités.

L'arrêté du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve confie cette compétence au Ministre, en son article 20. Le Conseil d'Etat propose de reprendre dans le projet une formule similaire.

\+

\+ \+

L'article 6 du projet prévoit la mesure disciplinaire de la démission d'office, sans régler l'incidence de cette mesure sur les obligations militaires de l'intéressé.

Par contre, l'article 7 dispose qu'en cas de démission honorable, s'ils ont encore des obligations militaires, les aumôniers sont replacés dans la situation qu'ils occupaient avant leur nomination. Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'appliquer cette disposition à l'aumônier démis d'office, il y a lieu de le dire en termes clairs.

\+

L'article 7 du projet dispose qu'en cas de cessation de fonctions pour cause d'inaptitude physique, la commission militaire d'aptitude et de réforme déterminera cette inaptitude.

Le Gouvernement ayant l'intention de ne confier à cette commission qu'une compétence d'avis, il y a lieu de modifier le texte en conséquence.

En faisant appel à la commission militaire d'aptitude et de réforme, le projet entend appliquer aux aumôniers de réserve l'arrêté du 25 octobre 1950 créant la commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel; il y a lieu de le préciser.

\+

\+ +

En disposant que les aumôniers de réserve qui cessent de faire partie des cadres pour inaptitude physique n'ont plus d'obligation militaire, l'article 7 entend par inaptitude physique celle pour laquelle un milicien rappelé sous les armes serait reconnu par la commission d'aptitude et de réforme hors d'état de continuer à servir et licencié par réforme. Le Conseil d'Etat est d'avis que cette précision doit être donnée pour éviter toute erreur d'interprétation.

\+

\+ +

.../...

L'article 10 du projet entend appliquer au mariage des aumôniers de réserve des cultes protestant et israélite, les dispositions applicables au mariage des officiers de réserve.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition doit être omise; en effet, aucune loi n'exige pour le mariage de ces aumôniers une autorisation du Roi ou du Ministre de la Défense nationale.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL DETERMINANT L'ETAT DES AUMONIERS MILITAIRES DES CADRES DE RESERVE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

.../...

Vu le règlement sur le service de l'aumônerie à l'armée, approuvé par l'arrêté royal du 12 mars 1929, modifié par l'arrêté royal du 12 février 1934, l'arrêté du Régent du 21 août 1948 et l'arrêté royal du 2 janvier 1951;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1950 créant la commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

En temps de mobilisation de l'armée et pour la durée de celle-ci, les cadres de l'aumônerie de l'armée sont complétés par des aumôniers de réserve.

En temps de paix, les aumôniers de réserve ne sont appelés à l'activité que dans les conditions fixées au présent arrêté.

.../...

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le cadre des aumôniers militaires de réserve; il comprend des aumôniers de 1ère et de 2ème classe.

Ces aumôniers ont rang d'officier subalterne.

Article 3.-

Pour pouvoir être nommé aumônier de réserve, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1° être de nationalité belge;

2° être ministre du culte catholique, protestant ou israélite;

3° être âgé de 27 ans au moins et de 40 ans au plus;

4° avoir, des deux langues nationales, une connaissance qui lui permette d'exercer son ministère dans une unité de l'une ou de l'autre expression linguistique;

5° faire partie d'une des trois catégories suivantes :
   a) les militaires en congé illimité ainsi que les miliciens des classes 1939 à 1946 qui font partie de la réserve de recrutement;
   b) les officiers de réserve devenus ministres d'un des cultes catholique, protestant ou israélite après leur nomination dans les cadres de réserve;
   c) les aumôniers militaires des cadres actifs admis à la pension de retraite ou dont la démission a été acceptée et qui sont encore jugés aptes à exercer les fonctions d'aumônier en campagne.

.../...

Article 4.-

Les aumôniers de réserve sont nommés par le Roi, sur présentation de l'aumônier en chef de leur culte après accord préalable des autorités religieuses compétentes.

Ils prêtent le serment prévu à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Article 5.-

Les emplois d'aumônier de réserve sont conférés par le Ministre de la Défense nationale sur proposition de l'aumônier en chef du culte.

Les aumôniers de réserve sont avertis dès le temps de paix, par une lettre de service, de leur affectation de mobilisation.

Article 6.-

Les aumôniers de réserve ne peuvent être, en temps de paix, rappelés en service actif.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, si les intéressés en font la demande et avec l'approbation de l'aumônier en chef de leur culte, les autoriser à effectuer des rappels en vue d'exercer leur ministère dans une unité rappelée ou en vue de remplacer provisoirement un aumônier des cadres actifs.

.../...

Article 7.-

Les aumôniers de réserve de 2ème classe ne peuvent être promus aumôniers de réserve de 1ère classe qu'en temps de mobilisation de l'armée, et s'ils comptent au moins dix ans d'ancienneté comme aumônier de 2ème classe.

Ils ne peuvent obtenir cette promotion que lorsque tous les aumôniers de 2ème classe des cadres actifs, de même ancienneté qu'eux, auront été promus aumôniers de 1ère classe.

Article 8.-

Les aumôniers de réserve dépendent pour l'exercice de leur ministère de l'aumônier en chef de leur culte et, au point de vue administratif et disciplinaire, des autorités militaires sous les ordres desquelles ils sont placés.

Article 9.-

§ 1er. Les aumôniers militaires de réserve peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires suivantes :

1° l'avertissement;

2° le blâme;

3° la réprimande;

4° la démission d'office.

.../...

§ 2. L'avertissement et le blâme sont appliqués dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

La réprimande est prononcée par le Ministre de la Défense nationale.

La démission d'office est prononcée par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale.

§ 3. Aucune mesure disciplinaire ne peut être prise sans que l'intéressé ait été mis à même de faire valoir ses moyens de défense.

Article 10.-

Sur avis favorable de l'aumônier en chef de leur culte, démission honorable de leurs fonctions peut être accordée par le Roi aux aumôniers de réserve qui en font la demande.

Article 11.-

Sur avis d'une commission médicale, les aumôniers de réserve peuvent être démis par le Roi de leurs fonctions, pour cause d'inaptitude physique.

La réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme leur est applicable.

L'inaptitude physique dont il est question au présent article est celle qui entraîne le licenciement par réforme des militaires rappelés sous les armes.

.../...

Article 12.-

S'ils ont encore des obligations militaires, les aumôniers de réserve démis d'office ou dont la démission a été acceptée sont replacés dans la situation militaire dans laquelle ils se trouvaient avant leur nomination d'aumônier de réserve.

Les aumôniers de réserve démis de leurs fonctions pour cause d'inaptitude physique n'ont plus d'obligations militaires.

Les aumôniers de réserve dont il est question au présent article ne peuvent plus être réintégrés dans les cadres de réserve de l'aumônerie.

Article 13.-

Les aumôniers de réserve cessent de faire partie des cadres de réserve de l'aumônerie à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de 58 ou 54 ans, suivant qu'il s'agit d'aumôniers de réserve de 1ère ou de 2ème classe.

Article 14.-

Les dispositions réglementaires relatives à la tenue militaire des aumôniers des cadres actifs sont applicables aux aumôniers de réserve, lorsqu'ils sont en activité de service.

Ils peuvent toutefois revêtir la tenue militaire à l'occasion de cérémonies patriotiques ou des séances d'information pour futurs miliciens autorisées par l'autorité militaire.

.../...

Article 15.-

Les distinctions honorifiques peuvent être octroyées aux aumôniers de réserve dans les mêmes conditions qu'aux officiers de réserve.

Les aumôniers de réserve qui ont cessé pour un motif honorable de faire partie des cadres de réserve, peuvent obtenir, à leur demande, le titre honorifique de leurs fonctions.

Article 16.-

Par dérogation à l'article 6, les aumôniers de réserve nécessaires pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie sont maintenus, à leur demande, après le 15 juin 1949, en activité de service; ce maintien est prononcé par le Ministre de la Défense nationale sur proposition de l'aumônier en chef de culte.

Les aumôniers de réserve dont il est question au présent article suivent les règles d'avancement fixées pour les aumôniers des cadres actifs.

Article 17.-

L'article 6 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 12 mars 1929 est abrogé.

.../...

Article 18.-

Le présent arrêté sort ses effets le 15 juin 1949, à l'exception des articles 9, 11 et 12.

Article 19.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Door het ontwerp zo op te vatten dat het geen onderdeel wordt van de bestaande reglementering betreffende de aalmoezeniersdienst van het leger, wil de Regering een volledig en zelfstandig statuut van de aalmoezeniers van het reservekader tot stand brengen. Om daartoe te komen, zou het ontwerp echter moeten aangevuld worden met een aantal bepalingen uit het reglement op de dienst van het aalmoezenierschap in het leger.

Bedoelde bepalingen zijn opgenomen in de tekst die de Raad van State verder voorstelt.

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt dat voor de aalmoezeniers 2de klasse die in actieve dienst werden gehouden, in zake bevordering dezelfde regelen gelden als voor de aalmoezeniers van het actief kader.

Bedoeld zijn hier, volgens de verstrekte inlichtingen, de aalmoezeniers van het reservekader die in Juni 1949, niettegenstaande het leger terug op vredesvoet werd gebracht, in dienst werden gehouden en thans het tijdelijk kader van de dienst van het aalmoezenierschap vormen. De Raad van State is van oordeel dat, om hun toestand te regulariseren, het ontwerp uitwerking zou moeten hebben met ingang van 15 Juni 1949.

Gezien het tijdelijk karakter van de besproken bepaling, moet zij naar het einde van de tekst worden verschoven.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt welke tuchtmaatregelen tegen de aalmoezeniers van het reservekader kunnen worden genomen, maar zegt niet welke overheid bevoegd is om de waarschuwing te geven of de blaam uit te spreken.

Waar de tekst niets anders bepaalt, zal de Minister die met de uitvoering van het ontwerp wordt belast die overheid moeten aanwijzen.

In het besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand van de reserveofficieren, draagt artikel 20 die bevoegdheid aan de Minister op. De Raad van State stelt voor, in het onderhavige ontwerp op dezelfde wijze te werk te gaan.

\+

\+ \+

Artikel 6 van het ontwerp rangschikt onder de tuchtmaatregelen het ontslag van ambtswege; het bepaalt echter niet welke weerslag deze maatregel op de militaire verplichtingen van de belanghebbende heeft.

Artikel 7 daarentegen verklaart dat in geval van eervol ontslag de aalmoezeniers, zo zij nog militaire verplichtingen hebben, teruggeplaatst worden in de toestand van vóór hun benoeming. Aangezien de bedoeling van de Regering is die bepaling van toepassing te maken op de ambtshalve ontslagen aalmoezenier, dient zulks duidelijk gezegd.

\+

\+ \+

.../...

Volgens artikel 7 van het ontwerp moet, in geval van ambtsneerlegging wegens lichamelijke ongeschiktheid, deze laatste vastgesteld worden door de militaire commissie inzake geschiktheid en reform.

Daar de Regering aan die commissie slechts adviserende bevoegdheid wil toekennen, moet de tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Door een beroep te doen op de militaire commissie inzake geschiktheid en reform, bedoelt het ontwerp op de reserveaalmoezeniers toe te passen het besluit van 25 October 1950 tot instelling van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform en van de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, dit zou nader moeten worden aangegeven.

\+

\+ \+

Wanneer artikel 7 bepaalt dat de reserveaalmoezeniers, die wegens lichamelijke ongeschiktheid ophouden tot het kader te behoren, van militaire verplichtingen zijn ontslagen, verstaat het onder lichamelijke ongeschiktheid die waarvoor de commissie in zake geschiktheid en reform een wederopgeroepen dienstplichtige ongeschikt zou bevinden om verder te blijven dienen en hem wegens reform zou afdanken. De Raad van State is van advies dat dit moet worden aangegeven, zodat geen verkeerde interpretatie mogelijk is.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 10 van het ontwerp wil op het huwelijk van de reserveaalmoezeniers van de protestantse en de israëlitische eredienst de voor het huwelijk der reserve-officieren geldende bepalingen van toepassing verklaren.

Naar het advies van de Raad van State moet die bepaling wegvallen; krachtens geen enkele wet immers is voor het huwelijk van de aalmoezeniers een machtiging vanwege de Koning of de Minister van Landsverdediging nodig.

\+

\+ \+

Verdere opmerkingen bij het ontwerp betreffen alleen de vorm; er is rekening mede gehouden in de hierna voorgestelde tekst :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE STAAT DER MILITAIRE AALMOEZENIERS VAN HET RESERVEKADER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het reglement op de dienst van het aalmoezenierschap in het leger, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 12 Maart 1929, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 Februari 1934, het besluit van de Regent van 21 Augustus 1948 en het koninklijk besluit van 2 Januari 1951;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 October 1950 tot instelling van de militaire commissie in zake geschiktheid en reform en van de militaire commissie van beroep in zake geschiktheid en reform;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In tijd van mobilisatie van het leger en voor de duur er van wordt het kader van de aalmoezeniersdienst van het leger met reserveaalmoezeniers aangevuld.

In vredestijd worden de reserveaalmoezeniers niet in actieve dienst geroepen dan onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging stelt het kader van de militaire reserveaalmoezeniers vast; dit kader omvat aalmoezeniers 1ste en 2e klasse.

Die aalmoezeniers hebben rang van lager officier.

Artikel 3.-

Om tot reserveaalmoezenier te kunnen worden benoemd, moet de candidaat aan volgende vereisten voldoen :

1° van Belgische nationaliteit zijn;

.../...

2° bedienaar zijn van de katholieke, de protestantse of de israëlitische eredienst;

3° ten minste 27 jaar en ten hoogste 40 jaar oud zijn;

4° van beide landstalen een zodanige kennis bezitten dat zij hun bediening in een eenheid van het ene of van het andere taalstelsel kunnen uitoefenen;

5° behoren tot een van de drie volgende categorieën :

a) militairen met onbepaald verlof alsmede dienstplichtigen van de klassen 1939 tot 1946 die deel uitmaken van de wervingsreserve;

b) reserveofficieren die na hun benoeming in het reservekader bedienaren zijn geworden van de katholieke, de protestantse of de israëlitische eredienst;

c) militaire aalmoezeniers van het actief kader die tot het rustpensioen zijn toegelaten of wier ontslag werd aanvaard en die nog geschikt worden geacht het ambt van aalmoezenier te velde uit te oefenen.

Artikel 4.-

De reserveaalmoezeniers worden door de Koning benoemd, op de voordracht van de hoofdaalmoezenier van hun erediënst na voorafgaand akkoord der bevoegde geestelijke overheden.

Zij leggen de eed af die bij artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831 is voorgeschreven.

Artikel 5.-

De betrekkingen van reserveaalmoezenier worden door de Minister van Landsverdediging toegekend op de voordracht van de hoofdaalmoezenier van de eredienst.

.../...

De reserveaalmoezeniers worden reeds in vredestijd door middel van een dienstbrief in kennis gesteld van hun bestemming bij mobilisatie.

Artikel 6.-

De reserveaalmoezeniers kunnen in vredestijd niet terug in actieve dienst worden geroepen.

Nochtans kan de Minister van Landsverdediging de belanghebbenden die daartoe aanvrage doen, met goedvinden van de hoofdaalmoezenier van hun eredienst machtigen in wederoproepingsdienst te treden ten einde hun bediening in een wederopgeroepen eenheid uit te oefenen of ten einde een aalmoezenier van het actief kader voorlopig te vervangen.

Artikel 7.-

Reserveaalmoezeniers 2de klasse kunnen alleen in tijd van mobilisatie van het leger en voor zover zij ten minste tien jaar ancienniteit als reserveaalmoezenier 2de klasse tellen, tot reserveaalmoezenier 1ste klasse worden bevorderd.

Die bevordering kunnen zij eerst bekomen nadat alle aalmoezeniers 2de klasse van het actief kader, met dezelfde ancienniteit als zij, tot aalmoezenier 1ste klasse zijn bevorderd.

Artikel 8.-

De reserveaalmoezeniers zijn voor de uitoefening van hun bediening ondergeschikt aan de hoofdaalmoezenier van hun eredienst; administratief en tuchtrechtelijk hangen zij af van de militaire overheden onder wier bevel zij staan.

.../...

Artikel 9.-

§ 1. Ten aanzien van de reserveaalmoezeniers kunnen als tuchtmaatregelen worden toegepast :

1° de waarschuwing;
2° de blaam;
3° de berisping;
4° het ontslag van ambtswege.

§ 2. De waarschuwing en de blaam worden toegepast onder de voorwaarden welke de Minister van Landsverdediging bepaalt.

De berisping wordt uitgesproken door de Minister van Landsverdediging.

Het ontslag van ambtswege wordt uigesproken door de Koning, op het met redenen omkleed verslag van de Minister van Landsverdediging.

§ 3. Geen tuchtmaatregel kan worden genomen zonder dat aan de belanghebbende de mogelijkheid werd gegeven zijn verdedigingsmiddelen voor te dragen.

Artikel 10.-

Aan de reserveaalmoezeniers die daartoe aanvrage doen,kan de Koning, op het gunstig advies van de hoofdaalmoezenier van hun eredienst, eervol ontslag uit hun ambt verlenen.

Artikel 11.-

De Koning kan, op het advies van een geneeskundige commissie, de reserveaalmoezeniers wegens lichamelijke ongeschiktheid uit hun ambt ontslaan.

.../...

Op hen is de reglementering aangaande de militaire commissies in zake geschiktheid en reform toepasselijk.

Onder lichamelijke ongeschiktheid als bedoeld in dit artikel moet worden verstaan de ongeschiktheid die ten aanzien van wederopgeroepen militairen aanleiding kan geven tot afdanking wegens reform.

Artikel 12.-

Zo zij nog militaire verplichtingen hebben, worden de reserveaalmoezeniers die ambtshalve ontslagen zijn of wier ontslag is aanvaard, teruggeplaatst in de militaire toestand van vóór hun benoeming tot reserveaalmoezenier.

De reserveaalmoezeniers die wegens lichamelijke ongeschiktheid uit hun ambt worden ontslagen, hebben geen militaire verplichtingen meer.

De reserveaalmoezeniers waarvan sprake in dit artikel kunnen niet weder in het reservekader van de aalmoezeniersdienst opgenomen worden.

Artikel 13.-

De reserveaalmoezeniers houden op van het reservekader van de aalmoezeniersdienst deel uit te maken op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van 58 of 54 jaar, naar gelang het reserveaalmoezeniers 1ste of 2de klasse betreft.

Artikel 14.-

De reglementsbepalingen betreffende de militaire tenue der aalmoezeniers van het actief kader zijn van toepassing op de reserveaalmoezeniers wanneer zij in actieve dienst zijn.

.../...

Zij mogen evenwel de militaire tenue dragen ter gelegenheid van vaderlandse plechtigheden of van door de militaire overheid toegelaten voorlichtingsvergaderingen voor aanstaande dienstplichtigen.

Artikel 15.-

Aan de reserveaalmoezeniers kunnen, onder dezelfde voorwaarden als aan de reserveofficieren, eervolle onderscheidingen worden verleend.

De reserveaalmoezeniers die om een eervolle reden uit het reservekader getreden zijn, kunnen op aanvrage de eretitel van hun ambt bekomen.

Artikel 16.-

In afwijking van artikel 6 worden de reserveaalmoezeniers, die voor de samenstelling van het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst nodig zijn, op hun aanvrage na 15 Juni 1949 in actieve dienst gehcuden; daarover beslist de Minister van Landsverdediging, op de voordracht van de hoofdaalmoezenier van de eredienst.

Voor de reserveaalmoezeniers waarvan sprake in dit artikel gelden in zake bevordering de regelen bepaald voor de aalmoezeniers van het actief kader.

Artikel 17.-

Artikel 6 van het bij koninklijk besluit van 12 Maart 1929 goedgekeurd reglement wordt opgeheven.

.../...

Artikel 18.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 Juni 1949, behalve de artikelen 9, 11 en 12.

Artikel 19.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	G. DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.